

COMMUNE DE FONTANIL-CORNILLON (ISERE)

ARRÊTÉ AUTORISANT L'ORGANISATION D'UNE LOTERIE N°2026/28

VU les articles L322-1 à L322-6 et D322 à D322-3 du Code de la Sécurité Intérieure ;

VU la loi n° 2015-177 du 16 février 2015 relative à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures ;

VU le décret n° 87-430 du 19 juin 1987 fixant les conditions d'autorisation des loteries ;

VU le décret n° 2015-317 du 19 mars 2015 relatif à l'autorité autorisant les loteries ;

VU l'arrêté du 19 juin 1987 fixant le seuil d'intervention du trésorier Payeur-général en matière d'autorisation de loteries ;

VU la demande formulée par l'association WAKE ON LAN, représentée par son Président Monsieur Grégory NEGRO, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'organiser une loterie au capital d'émission de 3000€, dans le département de l'Isère ;

CONSIDÉRANT que les bénéfices de la loterie seront utilisés exclusivement à contribuer au financement des prochaines loteries et évènement organisés par l'association.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : L'association WAKE ON LAN dont le siège social est situé 6 rue du Cornillon, 38120 FONTANIL CORNILLON, représentée par son Président, Monsieur Grégory NEGRO, est autorisée à organiser une loterie au capital d'émission de 3000€, composée de 1000 billets à 3,00€ l'un.

Les bénéfices de la loterie susvisée seront utilisés exclusivement à contribuer au financement des prochaines loteries et évènement organisés par l'association.

ARTICLE 2 : Le produit de la loterie sera intégralement et exclusivement appliqué aux destinations prévues à l'article ci-dessus, sous la seule déduction d'éventuels frais d'organisation (achats de lots compris).

En aucun cas, les fonds ne devront être employés à régler des frais de fonctionnement ou des dépenses courantes.

Dans les deux mois qui suivront le tirage, justification sera donnée que les bénéfices ont bien reçu l'affectation prévue et le montant détaillé des frais d'organisation produit.

ARTICLE 3 : Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé à des tiers.

ARTICLE 4 : Les lots seront composés de 1 lot à savoir une borne d'arcade ARCADE 1UP Legacy Edition – Street Fighter II, à l'exclusion d'espèces, de valeurs, titres ou bons remboursables en espèces.

ARTICLE 5 : Les billets pourront être, colportés, entreposés, mis en vente et vendus :

- En ligne, par l'intermédiaire d'une cagnotte Hello Asso (300 billets)

- Sur place, pendant les 3 jours du RETRO GAME ALPES 2026 (700 billets)
Leur placement sera effectué sans publicité et leur prix ne pourra, en aucun cas, être majoré.
Ils ne pourront être vendus comme prime à la vente d'aucune marchandise.

Les billets devront mentionner :

- la date et le lieu précis du tirage ;
- le prix du billet ;
- le nombre de lots et leur désignation ;
- l'association à laquelle seront reversés les bénéfices.

ARTICLE 6 : Le tirage aura lieu en une seule fois le **17 mai 2026 à 17h00**, à l'Espace Claretière (6 rue du Cornillon, 38120 FONTANIL CORNILLON). Tout billet invendu dont le numéro sortira au tirage sera immédiatement annulé et il sera procédé à des tirages successifs jusqu'à ce que le sort ait favorisé le porteur d'un billet placé.

ARTICLE 7 : Le Maire de la commune où se déroulera le tirage ou l'un de ses représentants surveillera la régularité des opérations et s'assurera de l'observation des dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 8 : L'inobservation de l'une des conditions ci-dessus imposées entraînera, de plein droit, le retrait de l'autorisation, sans préjudice des sanctions correctionnelles prévues par le Code pénal, pour le cas où les fonds n'auraient pas reçu la destination indiquée à l'article 1^{er} du présent arrêté.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Il est également susceptible de faire l'objet, dans le même délai, d'un recours gracieux. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Grenoble dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux.

ARTICLE 10 : Le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera également adressé au demandeur, au Commandant du Groupement de Gendarmerie de Voreppe et à la Police Municipale de la ville.

Fait à FONTANIL-CORNILLON, le 21 Avril 2026.

Le Maire,

S. DUPONT

